

Informations parlementaires

SÉNAT

Session ordinaire de 2013-2014

ORDRE DU JOUR

NOR : INPX1302859X

Mardi 29 octobre 2013

A 9 h 30 :

1. Questions orales.

(Le texte des questions figure en annexe.)

A 14 h 30 et le soir :

2. Suite du projet de loi, adopté par l'Assemblée nationale après engagement de la procédure accélérée, garantissant l'avenir et la justice du système de retraites (n° 71, 2013-2014).

Rapport de Mme Christiane DEMONTÈS, fait au nom de la commission des affaires sociales (n° 95, 2013-2014).

Rapport d'information de Mme Laurence ROSSIGNOL, fait au nom de la délégation aux droits des femmes et à l'égalité des chances entre les hommes et les femmes (n° 90, 2013-2014).

Résultat des travaux de la commission (n° 96, 2013-2014).

Avis de M. Jean-Pierre CAFFET, fait au nom de la commission des finances (n° 76, 2013-2014).

Délais limites

Projet de loi relatif à l'économie sociale et solidaire (n° 805, 2012-2013).

Inscription de parole dans la discussion générale : **mardi 5 novembre 2013**, à 17 heures.

Dépôt des amendements : **jeudi 31 octobre 2013**, à 11 heures.

A N N E X E

Questions orales inscrites à l'ordre du jour de la séance du mardi 29 octobre 2013

(Ordre d'appel des questions fixé par le Gouvernement)

N° 479 de M. Michel BERSON à Mme la ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche (Crédit d'impôt-recherche dans le secteur du service informatique et de l'édition de logiciel).

N° 361 de M. Georges PATIENT à M. le ministre des outre-mer (Disponibilité des crédits de paiement de la ligne budgétaire unique en Guyane).

N° 523 de Mme Marie-Hélène DES ESGAULX transmise à M. le ministre chargé des anciens combattants (Conditions d'attribution de la croix du combattant volontaire).

N° 560 de M. René-Paul SAVARY à M. le ministre du travail, de l'emploi, de la formation professionnelle et du dialogue social (Allocation de retour à l'emploi).

N° 557 de M. Michel BILLOUT à M. le ministre de l'éducation nationale (Plan de rattrapage pour l'éducation en Seine-et-Marne).

N° 539 de M. Christian BOURQUIN à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (Projet de restructuration de l'Institut national de l'origine et de la qualité).

N° 546 de M. Didier GUILLAUME à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (Difficulté des agriculteurs à être couverts par un contrat d'assurance récolte).

N° 570 de M. Daniel LAURENT à M. le ministre de l'agriculture, de l'agroalimentaire et de la forêt (Procédure de déclassement des massifs boisés en forêt de protection).

N° 456 de M. Jean-Claude PEYRONNET à M. le ministre de l'intérieur (Sapeurs-pompiers et dérogation aux dispositions du permis probatoire).

N° 522 de Mme Catherine DEROCHE à M. le ministre de l'intérieur (Crédit-bail pour les collectivités locales).

N° 543 de M. Philippe KALTENBACH à M. le ministre chargé du budget (Pérennité des taxes affectées au fonctionnement des comités professionnels de développement économique).

N° 562 de M. Yves DÉTRAIKNE à Mme la ministre chargée des petites et moyennes entreprises, de l'innovation et de l'économie numérique (Distribution des courriers postaux dans les mairies).

N° 561 de M. Jean-Pierre GODEFROY à M. le ministre chargé du budget (Secteur des emplois de services).

N° 234 de M. Christian CAMBON à Mme la ministre des affaires sociales et de la santé (Bilan à mi-parcours du plan contre les accidents vasculaires cérébraux).

N° 498 de M. Jacky LE MENN à Mme la ministre des affaires sociales et de la santé (Attractivité des professions médicales hospitalières).

N° 537 de Mme Anne EMERY-DUMAS à Mme la ministre des affaires sociales et de la santé (Désertification médicale).

N° 538 de M. Hervé MARSEILLE à Mme la ministre des affaires sociales et de la santé (Prise en compte de l'évolution des techniques relatives au traitement du cancer).

N° 558 de M. Antoine LEFÈVRE à Mme la ministre des affaires sociales et de la santé (Statut des élus bénéficiaires d'une pension d'invalidité).

N° 596 de M. Philippe BAS à Mme la garde des sceaux, ministre de la justice (Protection juridique des majeurs).